

Déclaration de la Représentante des pays nordiques Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède

Investir dans des systèmes alimentaires durables pour éliminer la faim d'ici à 2030

Il faut de toute urgence établir des systèmes alimentaires durables, capables de nourrir un monde bientôt peuplé de 10 milliards de personnes. Les systèmes alimentaires pourraient aussi permettre de s'attaquer à certains des problèmes mondiaux les plus alarmants outre la sécurité alimentaire, notamment la situation sanitaire, le changement climatique et l'appauvrissement de la biodiversité.

Pour satisfaire la demande alimentaire mondiale croissante, la production alimentaire doit augmenter considérablement; les pertes et gaspillages de nourriture diminuer, et les filières devenir plus efficaces. Nos systèmes alimentaires d'aujourd'hui sont en péril, tant dans les pays du Nord que dans les pays du Sud, ne serait-ce qu'en raison des effets du changement climatique. Sous leur forme actuelle, les systèmes alimentaires ne parviennent pas à offrir à chacun un accès à une nourriture saine et nutritive de manière durable, comme le préconisent le Programme 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Le FIDA a un rôle important à jouer en contribuant à la réalisation de l'objectif de développement durable 2 en vue d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition, de promouvoir l'agriculture durable et de faire le lien avec d'autres objectifs de développement durable (ODD).

Les effets du changement climatique font partie des plus grands défis auxquels les petits exploitants agricoles sont confrontés. Le FIDA, parce qu'il travaille en priorité avec les petits agriculteurs, est bien placé s'agissant de renforcer la résilience de la production alimentaire et de l'agriculture face aux aléas climatiques et de contribuer à la mise en place de filières durables. Les actions doivent porter tant sur l'atténuation que sur l'adaptation, y compris la protection et la régénération de la biodiversité et de ses services écosystémiques.

Les pays nordiques font partie des membres fondateurs du FIDA et ils partagent la vision de celui-ci, à savoir, éliminer la faim et la pauvreté en aidant les petits exploitants agricoles à améliorer leur productivité, à s'adapter et à prospérer. Au fil des ans, nous avons apporté notre contribution au FIDA sous diverses formes, que ce soit dans le cadre des reconstitutions de ses ressources ou que ce soit dans les programmes du FIDA, notamment au niveau des pays.

Il sera essentiel d'investir dans les solutions si l'on veut transformer les systèmes alimentaires pour surmonter la crise climatique mondiale et atteindre les ODD. La réalisation de l'ODD2 et des ODD connexes et la mise en place de systèmes alimentaires durables passent par le renforcement de la coopération internationale.

Au niveau des pays, les activités menées par le FIDA avec des partenaires revêtent une importance cruciale. Nous sommes favorables à la participation du FIDA au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et à l'analyse commune de pays. Nous encourageons le FIDA, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à mieux harmoniser les résultats qu'ils obtiennent à l'appui de la réalisation de l'ODD2 et, au niveau des pays, tous leurs programmes relatifs aux ODD, conformément aux dispositions de la réforme du système des Nations Unies pour le développement – en collaboration avec les gouvernements, les autres acteurs du développement et le secteur privé. Il est essentiel de veiller à la cohérence entre, d'une part, l'apport d'une assistance alimentaire d'urgence à court terme et, d'autre part, l'agriculture résiliente face aux aléas climatiques, la production alimentaire et la création d'emploi dont les objectifs sont axés sur le développement à long terme. Nous attendons des organismes ayant leur siège à Rome qu'ils travaillent en synergie au niveau des pays, malgré les différences qui existent entre les rôles que chacun joue dans l'architecture de l'aide et les flux de financement, et en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs.

Les pays nordiques veulent voir des résultats sur le terrain, là où ils comptent. La consolidation de la structure décentralisée du FIDA doit contribuer à améliorer l'efficacité de celui-ci dans les zones rurales. Nous nous félicitons de l'évaluation réalisée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales qui indique qu'au FIDA, la culture axée sur les résultats se renforce. Le Fonds promeut de longue date l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et nous sommes persuadés qu'en accordant plus d'importance à l'obtention de résultats, on favorisera les changements durables et porteurs de transformation dans ce domaine.

Atteindre l'ODD2 sans laisser personne de côté

Nous savons que nous sommes à la traîne pour ce qui est d'atteindre l'ODD2 relatif à l'élimination de la faim et de la malnutrition. Le rapport 2019 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde signale une recrudescence de la faim dans le monde ces trois dernières années après une longue période de recul. Environ une personne sur neuf est sous-alimentée, et 2 milliards souffrent de carences en micronutriments. Les 113 millions de personnes les plus vulnérables, réparties dans 53 pays, qui sont en situation de faim aiguë doivent être les cibles prioritaires de notre action. Les pays nordiques approuvent les investissements réalisés par le FIDA et les efforts que celui-ci déploie pour faire face aux problèmes les plus urgents, notamment l'insécurité alimentaire, dans les pays les plus pauvres.

La lutte contre la pauvreté, priorité du FIDA

Les pays nordiques demeurent résolument attachés au mandat du FIDA, à savoir, lutter contre la pauvreté, et considèrent le ciblage des pays les moins avancés comme crucial. Nous sommes favorables à la tenue d'un débat sur une politique de reclassement au FIDA. À cet égard, le FIDA a beaucoup à apprendre et, éventuellement à adapter, des institutions de financement internationales.

Changement climatique

Les pays nordiques approuvent la détermination du FIDA à investir dans les initiatives d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets et de renforcement de la résilience des populations rurales face aux chocs climatiques, et continueront à plaider pour une augmentation encore une fois ambitieuse du financement de l'action climatique au titre de la période couverte par la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Le FIDA est encouragé à veiller à ce que les interventions soient cohérentes avec l'Accord de Paris et contribuent au développement de sociétés durables et résilientes face aux aléas climatiques, une condition indispensable si l'on veut atteindre les ODD. Les pays nordiques considèrent le changement climatique comme l'un des principaux facteurs de la faim et de la pauvreté. Les petits exploitants agricoles et les populations rurales pauvres sont frappés de plein fouet par le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles, notamment l'appauvrissement de la biodiversité. Les phénomènes climatiques extrêmes mettent à mal les écosystèmes dont les agriculteurs dépendent. Le changement climatique compromet la sécurité alimentaire des populations rurales, notamment en Afrique subsaharienne, où l'absence de moyens d'existence entraîne instabilité et migration. Nous nous félicitons de la contribution apportée par le FIDA à l'adaptation des petits exploitants au changement climatique dans le cadre de l'élargissement du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. La collaboration du FIDA avec le Fonds vert pour le climat, qui favorise l'investissement dans l'agriculture à faible émission de carbone et résiliente face aux aléas climatiques, semble elle-aussi prometteuse.

Collaboration avec le secteur privé

Le partenariat du FIDA avec le secteur privé est un élément de solution essentiel. Nous nous réjouissons de l'établissement du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole qui investit dans la création d'emplois à l'intention des jeunes résidant en milieu rural, notamment en Afrique. L'approbation par le Conseil d'administration du FIDA de la stratégie de

collaboration avec le secteur privé constitue une étape importante s'agissant de lancer une collaboration entre le FIDA et le Fonds vert pour le climat sur des initiatives du secteur privé. Le renforcement de la capacité du FIDA à octroyer des prêts au secteur privé doit être une priorité. Les partenariats public-privé sont cruciaux en tant que modalité et doivent être encouragés par le FIDA.

Rôle du FIDA dans l'architecture financière

En vue de mobiliser des ressources supplémentaires, la direction a décidé de mettre en place un certain nombre d'instruments à des fins spécifiques. Au fil des ans, nous avons fourni au FIDA des contributions sous diverses formes, dans le cadre des reconstitutions des ressources, au moyen de contributions complémentaires, en consentant des prêts à des conditions favorables ou bien en contribuant aux programmes au niveau des pays. Il faut maintenant que le FIDA trouve le juste équilibre entre les ressources de base et les autres types de ressources pour assurer la viabilité financière de ses opérations.

Il faut renforcer le socle financier du FIDA. Les pays nordiques accueillent donc avec satisfaction la réforme tant attendue du Cadre pour la soutenabilité de la dette et les progrès de la réforme de l'architecture financière du FIDA, qui est déterminante pour la stabilité de la situation financière du FIDA.

Nous notons que le FIDA joue un rôle non négligeable dans le financement de l'action climatique et que, jusqu'à aujourd'hui, 35% du montant total des investissements du FIDA¹¹ ont été validés comme relevant de ce type de financement (voir le rapport de décembre 2019 sur l'action climatique du FIDA).

Les pays nordiques attendent avec intérêt de continuer à collaborer avec le FIDA – au titre des reconstitutions de ses ressources ou dans le cadre de l'appui apporté aux interventions menées par le FIDA au niveau des pays.

Sommet sur les systèmes alimentaires 2021

Les pays nordiques espèrent que le Sommet sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en 2021 débouchera sur des mesures concrètes qui permettront de transformer nos systèmes alimentaires pour les rendre plus durables et de libérer le monde de la faim et de la malnutrition. Nous demandons expressément au FIDA de contribuer à la tenue d'un "sommet sur les solutions" suscitant l'accélération des initiatives durables. Nous attendons des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome qu'ils harmonisent leurs préparatifs du sommet, en étroite concertation avec les autres organismes des Nations Unies concernés, les États membres, le secteur privé, les institutions financières internationales, la société civile et les établissements universitaires. Nous appelons de nos vœux un processus inclusif, transparent et présentant un bon rapport coût-efficacité, grâce auquel l'empreinte environnementale et les émissions du sommet seront limitées conformément à notre engagement relatif à la durabilité.